

La « question rom » ou l'impossible résolution d'un fantasme

Le terme *Rom* lancé lors d'une conversation suffit souvent à provoquer des réactions de rejet et de culpabilité entremêlées, d'autant plus violentes et mal vécues qu'elles mettent à jour cette faille sur laquelle se tient notre Modernité, celle des Gadjé, ce gouffre séparant l'idéal d'humanisme universel d'une organisation socio-économique inégalitaire et ségrégative.

Naturellement ambivalente, la « question rom » incarne en effet tout à la fois :

- la « mission bienfaitrice » des pays occidentaux vis-à-vis du « reste » (!) de l'humanité : ici les anciennes terres communistes « en transition », cette « autre Europe » perçue comme traumatisée par les décennies de totalitarisme et, avant cela, tenue en marge de la « Marche du Monde » (!) par des siècles de domination ottomane... D'où l'idée que le « salut des Roms » ne viendra que de leur « intégration », ou « inclusion », aux sociétés majoritaires. Comme s'ils n'étaient pas *déjà* fondamentalement membres, à leurs manières, de l'histoire européenne... ;
- et, dans le même temps, le danger permanent qui pèse sur l'Occident de se voir submergé par des invasions barbares incontrôlables, menaçant les fondements de la Civilisation. De ce point de vue, les actions de « soutien à la démocratie » et de « co-développement » envers ceux pudiquement appelés « pays du sud » se multiplient au même rythme que les politiques de fermeture des frontières et de contrôle étroit des migrants, jugés indésirables.

De la cause humanitaire au problème public à résoudre, la « question rom » pourrait être l'archétype de cette ambiguïté. Et voilà comment, au Café du commerce ou dans les administrations d'État, une même logique schizophrène s'exprime : celle qui pousse le gouvernement français en présidence de l'UE à organiser un grand « sommet européen pour les Roms » (septembre 2008), suivant l'idée que ceux-ci constituent globalement une population-victime marginale, et, dans le même temps, lui inspire des mesures spécifiques de contrôle des migrations roms, présentées comme intrinsèquement mafieuses et délinquantes (voyez encore Pierre Lellouche il y a peu, en visite en Roumanie) ; schizophrénie par laquelle certaines familles (une minorité) se voient placées dans des « villages d'insertion » et contraintes de rompre avec leurs semblables (condition *sine qua none* à l'« intégration »), tandis que ces derniers (la grande majorité), cousins et voisins, sont expulsés de leur lieu de vie et renvoyés dans le pays d'origine ; contradiction banale et quotidienne lorsqu'une même personne juge insupportable la vue des bidonvilles (« Comment peut-on laisser des gens vivre dans ces conditions ! ») et dénonce quelques minutes plus tard les projets mis en place pour leur résorption (« Tout cet argent pour des Gitans ! »)...

Entre « victimes parfaites » et « dangereux criminels », la figure fantasmatique « les Roms »¹ tient à merveille le rôle d'une balle de ping-pong que se renvoient sans cesse les Gadjé, sans jamais avoir à remettre en cause les règles du jeu auquel ils se livrent : ils en ont inventé les règles et tiennent solidement les deux camps. La vocation première de la « question rom » ne serait peut-être pas d'être résolue, mais de demeurer posée. Elle paraît bien plus utile ainsi, trou noir aspirant les contradictions de nos sociétés. Tout juste cette « question » peut-elle être

¹ Mais au fait, *de qui* parle-t-on ? Il ne paraît pas nécessaire de le préciser, sinon qu'« ils viennent d'Inde »...

gérée, au sens où l'entend Michel Agier, en combinant les actions de la « main qui soigne » à celles de la « main qui réprime » (*Gérer les indésirables, des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, 2008).

Mais alors quoi ? Qu'attendre de l'avenir ? L'enjeu n'est pas de déplacer éternellement le curseur sur un continuum allant de l'innocent primitif au dangereux barbare, mais bel et bien de sortir de ce carcan cognitif et rhétorique, par la destruction de la *catégorie* problématique « les Roms ». C'est en luttant contre toute approche générique, quelle qu'elle soit, que des réponses (diverses) pourront être apportées aux problèmes (divers) des Roms (divers), et que ceux-ci ne seront plus regardés comme étant *eux-mêmes* le « problème ». Les difficultés qu'ils rencontrent, à l'Est comme à l'Ouest, ne leur sont pas propres : chômage de masse, délitement des services publics et des circuits de redistribution des richesses, accaparement foncier et immobilier, etc., autant d'inégalités générées par une organisation socio-économique fondée sur l'exploitation des uns par les autres.

Aujourd'hui, ce vocabulaire a perdu du terrain dans l'analyse des problématiques sociales, au profit des logiques de discrimination. Celles-ci ont l'« avantage » de ne pas remettre en cause l'ordre socio-économique : en réduisant les mécanismes producteurs d'inégalité aux seules questions de stigmatisation, les fondements *concrets* des disparités se trouvent occultés². Lâchant la proie pour l'ombre, on prend la discrimination comme *cause* alors qu'elle est elle-même *conséquence* de la ségrégation sociale. Certes, elle l'accroît en retour, mais n'en est pas à l'origine. Pire encore peut-être, la lutte contre les discriminations a pour effet pervers de *revalider* les catégories discriminables. L'exemple des Roms est de ce point de vue lumineux : plus s'enchaînent les campagnes anti-discrimination, plus « les Roms » apparaissent comme un problème crucial, massif et, pour tout dire, insoluble.

Ceux qui rencontrent des difficultés quotidiennes, en France comme dans leur pays d'origine, n'ont ainsi pas tant besoin de « mesures européennes intégrées » *spécifiques* que de vraies politiques sociales de redistribution, associées à une tolérance *réelle* de la diversité culturelle, ceci passant parfois par l'ignorance nécessaire de l'altérité, voire l'indifférence, comme le rappelait Lévi-Strauss dans *Race et Histoire*. Sans quoi, comme hier et comme aujourd'hui, la prochaine crise économique remettra une fois encore la « question rom/tsigane » sur le devant de la scène politico-médiatique. Et les institutions schizophrènes continueront de « régler le problème » de la même manière : une promotion muséale de la « diversité culturelle » (derrière une vitrine ou sur une scène, la tsiganité est appréciée), conjuguée à des politiques assimilationnistes à l'attention des auteurs quotidiens de cette « diversité », dont l'expression dépasse largement le champ du Ministère de la Culture...

À vrai dire, plutôt que d'œuvrer à « positiver l'image des Roms » (car, malheureusement, les stéréotypes ne se combattent pas dans le champ de la raison), donnons aux intéressés la *possibilité* d'être un peu moins visibles, pour vivre leur vie comme ils l'entendent, sans être toujours renvoyés à une appartenance générique surdéterminant leur réalité. Lorsqu'un Rom accède à l'emploi, trouve un logement et se fond dans le paysage, il n'est plus associé à la « question rom ». Est-ce à dire qu'il est devenu un Gadjo ? Assurément pas ! Bon nombre de groupes et communautés locales perpétuent ainsi une identité socioculturelle originale et maîtrisent leur insertion dans l'environnement, sans être cataloguées comme « population problématique ». Le contexte actuel rend toutefois de plus en plus difficile cette forme de discrétion *choisie*.

² Est-ce un hasard si les premiers promoteurs de « lutte contre les discriminations » sont les institutions européennes et des fondations telle que l'Open Society Institute de Soros ? On a connu organisations plus militantes dans la construction *effective* d'une Europe sociale et la lutte contre la financiarisation de l'économie...

À l'heure du second « sommet européen pour l'inclusion des Roms » organisé par l'UE (Cordoue, avril 2010), les interrogations ici soulevées voudraient ouvrir le débat. La « question rom », pour peu qu'on tente d'en saisir les racines, sans l'aborder comme une évidence allant d'elle-même, bouscule les certitudes des Gadjé : ce modèle humaniste d'interculturalité et de tolérance dont on s'enorgueillit si souvent respecte-t-il réellement l'altérité ? Nos sociétés « ouvertes » et libérales combattent-elles efficacement les inégalités ? Poser ces questions, c'est accepter une certaine modestie et reconnaître que le monde n'est pas à nous, Occidentaux omnipotents. Refuser de se les poser, c'est continuer de se cacher derrière des Autres fantasmés (*les Roms, les Jeunes des banlieues, les Pays du sud etc.*) pour ne pas voir nos propres contradictions.

La « question rom » serait-elle finalement un objet transitionnel indispensable à nos démocraties, tiraillées entre l'utopie humaniste originelle et une réalité sociale toute différente ? De tels objets existent afin de ne pas sombrer totalement dans l'angoisse et l'impuissance au sortir de l'illusion maternelle : peu importe leur forme, leur couleur ou leur matière, il faut simplement qu'ils soient là, manipulables, pour devenir supports de réconfort dans un environnement angoissant. Souhaitons aux Roms que les Gadjé se trouvent de nouveaux doudous...

Martin Olivera, anthropologue